

o. 721.21, (29<sup>e</sup>)

MI/me

Le 8 juin 1976

NOTEDébat sur la gestion du DPF

Des questions politiques se sont posées récemment dans deux organisations internationales.

OMS

L'assemblée de l'OMS a adopté au mois de mai dernier une résolution condamnant Israël pour avoir refusé de recevoir le comité d'experts chargé d'enquêter sur la situation sanitaire dans les territoires occupés. La délégation suisse, considérant que si Israël n'a en effet pas accepté le comité en tant que tel, les trois experts n'en ont pas moins pu visiter les territoires occupés et présenté collectivement leur rapport à l'assemblée, a reçu l'instruction de voter contre la résolution, comme l'on fait les autres neutres et la plupart des occidentaux.

La délégation a déclaré dans une explication de vote qu'il eut été dans l'intérêt même des populations dans les territoires occupés que l'assemblée accepte et discute le rapport des experts, que le vote de la Suisse n'impliquait, conformément à la politique de neutralité, aucune prise de position sur le fond des problèmes politiques en cause et que l'OMS devait continuer ses efforts pour améliorer la situation sanitaire des populations dans les territoires en question.

OIT

La conférence générale de l'organisation et la conférence mondiale

de l'emploi se tiennent en ce moment simultanément à Genève. Le Conseil d'administration de l'OIT, après avoir refusé d'autoriser l'OLP de participer comme observateur à la conférence mondiale de l'emploi, est revenu sur sa décision. Ainsi, la conférence elle-même n'aura pas eu à se prononcer, comme on pouvait le craindre. Le représentant de l'OLP prend la parole aujourd'hui même.

Muheim